

ments abimés, le ministre prendra-t-il des mesures dans son prochain budget pour porter de \$300 à \$600 l'exemption d'impôt sur le revenu dont bénéficient ces gens qui ont tant de mérite?

**M. l'Orateur:** Il me semble que la question du député a trait au budget lui-même. Elle n'est donc pas recevable maintenant.

### L'ÉNERGIE

#### LES POURPARLERS AVEC LES ÉTATS-UNIS EN VUE D'UNE POLITIQUE INTÉGRÉE

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, la question que je voudrais poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources découle du rapport d'un groupe d'étude américain et d'une déclaration récente du président des États-Unis. Des pourparlers sont-ils en cours entre les gouvernements des deux pays en vue d'établir une politique continentale intégrée de l'énergie pour les deux pays?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, personne, je crois, n'a parlé de politique continentale intégrée. Dans son message de vendredi dernier, le président a dit qu'il faudrait des négociations générales sur diverses questions relatives à l'énergie. On n'a pas entamé de discussion sur un arrangement à long terme éventuel, car le président a prononcé son discours vendredi seulement. Mais nous avons tenu constamment avec nos homologues américains des discussions sur la situation à court terme en ce qui concerne le volume des exportations canadiennes de pétrole sur les marchés américains.

**M. Lewis:** Puis-je demander au ministre si les Américains qui participent à ces pourparlers ont exigé de leurs homologues canadiens ou si le secrétaire américain à l'Intérieur a exigé du ministre, pour que les pourparlers sur les importations de pétrole canadien aux États-Unis se poursuivent, la tenue de discussions sur l'établissement d'une politique au sujet d'autres formes d'énergie?

**L'hon. M. Greene:** Non, monsieur l'Orateur. Ni mon homologue aux États-Unis, le secrétaire à l'Intérieur, ni aucun représentant officiel du gouvernement américain n'ont, que je sache, imposé des conditions à l'exportation soutenue ou étendue du pétrole canadien ou toute autre exigence concernant des discus-

[M. Howe.]

sions complètes sur les questions énergétiques qui se posent entre nos deux pays. Sauf erreur, aucune condition n'a été imposée. Il s'agit de tenter d'arriver à une entente dans l'intérêt du Canada, entente qui serait réciproquement profitable aux deux pays.

### QUESTION POSÉE AU CABINET

**M. Barney Danson (York-Nord):** Le premier ministre a-t-il l'intention d'accepter la suggestion plutôt mystérieuse qu'a faite le chef de l'opposition à Montréal en fin de semaine dernière, je crois? Il a recommandé qu'on abandonne la lutte contre l'inflation et qu'on verse l'excédent budgétaire aux consommateurs, ce qui stimulerait l'inflation.

**L'hon. M. Lambert:** C'est une sornette que vous racontez.

**M. Baldwin:** Onze heures.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je doute que nous puissions permettre ce genre de question en ce moment.

**Une voix:** Elle est fort litigieuse.

### LE GRAIN

#### L'ÉTAT ACTUEL DE L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL SUR LES CÉRÉALES

**M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain):** J'ai une question à poser au ministre d'État comptable à la Chambre de la Commission canadienne du blé. Après son récent voyage à Washington, D.C., et ses entretiens avec le Secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, M. Clifford Hardin, le ministre peut-il dire si, au cours de ses entretiens avec M. Hardin, il a été question de l'Arrangement international sur les céréales et, si oui, où en est actuellement cet accord?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État):** Dans nos entretiens, nous avons abordé bon nombre de sujets, y compris la situation actuelle et future quant à l'établissement des prix du grain. Certes, à l'heure actuelle, les prix sont généralement inférieurs aux minimums fixés par l'accord. D'autre part, il nous faudra bientôt amorcer des entretiens sur la prolongation de l'accord qui expirera sous peu.

**M. Southam:** Le ministre peut-il nous dire si les Américains, qui ont conclu comme nous cet accord international, vont bientôt accepter